

La nature du régime de transfert d'impôt au Canada ne permet pas au ministre des Finances d'équilibrer son budget lorsque le taux de chômage est de 5 p. 100. S'il tente de le faire, il sera déçu. Les recettes fiscales baisseront au-dessous des prévisions et les paiements de prestations d'assurance-chômage augmenteront. L'économie s'éloignera davantage de son potentiel et entraînera un déficit.

Les Canadiens ne peuvent se permettre de perdre les biens et les services dont ils pourraient jouir autrement, parce que le ministre des Finances est incapable de faire la distinction entre les moyens et les fins d'une politique économique. Le budget du gouvernement est un instrument de l'économie et l'équilibre du budget n'est pas une fin en soi. Le gouvernement cherche à actualiser un rendement possible. A cette fin, il doit user sagement des instruments de politique, arrêter la hausse du chômage et prévoir un déficit qui orientera de nouveau le Canada vers la réalisation de son potentiel économique. Si toutes les ressources de l'économie étaient mises en œuvre, le budget s'équilibrerait tout naturellement. Au cours des années 50, quand les ministres tentaient de faire accepter un déficit, ils ne réussissaient pas parce que l'économie se trouvait près des limites de ses capacités.

Le ministre me dira peut-être que tous cela est fort bien, sauf que j'oublie les problèmes de l'inflation. Au contraire, je les trouve graves. Il faut prendre des mesures pour freiner l'inflation, ne serait-ce que pour éviter la sorte d'hystérie dont le gouvernement a fait preuve. Le ministre devrait dire aux Canadiens que certaines hausses de prix sont inévitables et que certains prix doivent rattraper l'avance prise par d'autres. Beaucoup de nos hausses de prix, comme on l'a signalé, sont déterminées par les États-Unis. Nous devrions nous dégager de l'influence de l'économie américaine, afin de ne pas être aussi assujettis à ses problèmes.

Pour remédier aux hausses futures inévitables, le gouvernement devrait se faire un devoir de reviser les programmes de pension, de façon à les améliorer systématiquement en vue de régler les difficultés des allocataires de pensions. Il est injuste de laisser entendre à ces gens, comme le fait le gouvernement, que les prix se maintiendront et qu'ils n'auront pas à en souffrir. Le gouvernement sait très bien qu'il ne peut maintenir les prix que dans une certaine mesure.

Si le gouvernement veut se montrer vraiment juste et honnête envers les retraités du pays, il procédera aux ajustements pouvant les empêcher de souffrir de la hausse des prix. On ne peut plus maîtriser l'inflation par

des politiques macro-fiscales. L'inflation ne touche pas tous les secteurs de l'économie. Si l'on veut vraiment s'y attaquer, il faut adopter des politiques et des mesures dans des domaines bien précis. Le gouvernement devrait créer une commission de révision des prix qui examinerait sur l'heure les hausses pour en vérifier le bien-fondé et annuler les illégitimes.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais fournir des données sur les sommes astronomiques que perd le pays lorsque le chômage sévit. Le Conseil économique du Canada déclare, à propos de l'année 1960:

L'économie était en mesure de produire au-delà de 8 p. 100 de plus, en production et en revenu, qu'elle ne l'a fait. Les augmentations des recettes des principaux impôts du gouvernement fédéral provenant de la réalisation du potentiel de production auraient été considérablement plus élevées que les augmentations impliquées par la production elle-même. On a calculé que les rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers aux taux donnés auraient été de 12 p. 100 et celles de l'impôt sur les sociétés de plus d'un tiers. Pris dans l'ensemble, ces calculs indiquent ce qu'auraient pu être les niveaux de production en 1960. Si les taux avaient été mis en vigueur, les rentrées fédérales auraient été de 18 p. 100 plus élevées que les recettes recueillies au cours de cette année et l'économie s'est maintenue sensiblement au-dessous de ses possibilités.

Bien qu'il soit très difficile de traduire ce genre d'information en termes courants, une chose semble évidente. Le chômage s'est traduit par une énorme perte de production. Il semble qu'il y ait eu un manque à gagner de 5 p. 100 dans le produit national brut de 1967, accompagné d'une perte virtuelle de plus de 10 p. 100 sur l'ensemble du potentiel des impôts. En d'autres termes en 1967, nous avons perdu 6 milliards de dollars en marchandises et en services et une valeur de 1 milliard d'impôts de plus que l'effort tenté par le ministre dans son budget.

Ces faits sont versés au compte rendu afin de montrer la stupidité outrageante d'un gouvernement qui s'efforce d'obtenir ses revenus en contractant l'économie et en faisant payer ses erreurs par chaque petit contribuable. Grâce à l'expansion économique, le revenu fiscal suffirait amplement à combler les besoins du gouvernement et à financer les programmes supplémentaires dont le pays a tant besoin.

● (8.20 p.m.)

Ce budget va nettement à l'encontre des principes révolutionnaires de Keynes quant à une politique fiscale qui favoriserait le plein emploi de la main-d'œuvre. Il fait fi de l'application des nouvelles théories économiques